

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°203 du lundi 20 décembre 2021- Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Vie de la nation P.2

Dr Sékou Koureïssy Condé prône la réconciliation en Guinée

Aéroport Ahmed Sékou Touré P.4

Tierno Monénembo juge illégal l'acte posé par le colonel Mamadi Doumbouya

Direction générale de l'OGP

Mandian Sidibé remplace Capi Camara P.4

Le CNRD au pouvoir

Ce qu'en pense Lansana Kouyaté du PEDN P.2

Sortie de l'Agent judiciaire de l'Etat P.4

Les observations de Me Abass Bangoura

Visite P.6

Sékouba Konaté sur les terres de ses ancêtres à Saana (Kankan)

ATTAQUE CONTRE LE COLONEL MAMADI DOUMBOUYA

Lansana Diawara de MAOG répond à Tierno Monénembo

P.3



Edito à vue d'Aigle

Sékou Touré, un personnage qui divise les Guinéens

Le moins qu'on puisse dire et écrire, c'est que l'héritage de Sékou Touré, le premier président de la Guinée indépendante, continue de diviser. Les occasions ne manquent pas pour s'en rendre compte, avec un réel pincement au cœur... P2

Edito à vue d'Aigle



Sékou Touré, un personnage qui divise les Guinéens

Le moins qu'on puisse dire et écrire, c'est que l'héritage de Sékou Touré, le premier président de la Guinée indépendante, continue de diviser. Les occasions ne manquent pas pour s'en rendre compte, avec un réel pincement au cœur.

Le jeudi 16 décembre, dans un décret à la télévision nationale, le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a rebaptisé l'aéroport international de Conakry-Gbessia «Aéroport international Ahmed Sékou Touré». Pour l'association des victimes du camp Boiro (AVCB), c'est une pilule difficile à avaler. Dans une déclaration publiée dans la presse, elle dit tout le mal qu'elle pense de cet acte posé par le tombeur d'Alpha Condé et dont elle avait pourtant salué l'avènement au pouvoir, tout en caressant l'espoir d'être rétablis dans leurs droits. Chaque année, cette association regroupant les victimes et parents des victimes du régime de Sékou Touré organise des cérémonies pour rappeler les fusillades, les pendaisons et autres atteintes aux droits de l'homme dont la Guinée a été le théâtre pendant cette période sombre de notre histoire. Comme on le voit donc, les victimes du camp Boiro ont de bonnes raisons de s'offusquer de toute forme de réhabilitation du premier président de la Guinée indépendante.

Il y a quelques jours, le colonel Mamadi Doumbouya avait pris un premier acte en faveur de la famille biologique de Sékou Touré en lui restituant les Villas de Bellevue, dans la commune de Dixinn. Comme il fallait s'y attendre, cet acte a été applaudi

des deux mains par les nostalgiques du régime révolutionnaire. C'est le cas notamment des cadres et militants du PDG-RDA qui ont fait le déplacement à la Bellevue pour exprimer leur joie. Il faut rappeler qu'après le coup d'Etat ayant porté au pouvoir le colonel Lansana Conté et ses compagnons du CMRN en 1984, des membres de la famille du défunt président ont été jetés en prison, leurs biens confisqués par les autorités d'alors.

Selon des sources dignes de foi, la veuve (Hadja Andrée Touré) et les enfants (Aminata Touré et Mohamed Touré) de Sékou Touré ont fait ces dernières années des pieds et des mains pour qu'on leur restitue les Villas ou les Cases de Bellevue bâties sur un domaine acquis légalement par celui qui n'était alors que maire de Conakry. Il aura donc fallu l'avènement du CNRD (Comité national du rassemblement pour le développement) pour voir les choses enfin bouger dans le sens souhaité par la famille Touré. L'aéroport international de Conakry-Gbessia vient également d'être rebaptisé «Aéroport international Ahmed Sékou Touré». Ce qui fait bondir, à juste raison, l'association des victimes du camp Boiro. Comme on le voit donc, le personnage de Sékou Touré divise les Guinéens, plus de 30 ans après sa mort.

Kéfina Diakité

Vie de la nation

Dr Sékou Koureissy Condé prône la réconciliation en Guinée

La rebaptisation de l'aéroport international de Conakry au nom du premier président de la Guinée indépendante (Ahmed Sékou Touré) a fait réagir dans la classe politique. C'est le cas de Dr Sékou Koureissy Condé, président du parti Arena, qui s'est exprimé sur le sujet dans l'émission « On refait le monde » de Djoma FM, tout en prônant la réconciliation.

« En donnant le nom du premier président de la République de Guinée à l'aéroport de Conakry, le colonel Mamadi Doumbouya, ses compagnons et collaborateurs ont posé un acte symbolique fort et porteur d'idées de réconciliation. Le sujet Ahmed Sékou Touré est un sujet d'histoire, un sujet qui appartient au passé de la Guinée.

Sans la réconciliation, aucun pays ne peut connaître d'avancées, ni progrès, si ses citoyens ne sont pas réconciliés avec eux-mêmes. Les partenaires au

développement, les donateurs bilatéraux et multilatéraux et même régionaux reconnaissent aujourd'hui davantage l'importance de la réconciliation dans la prévention des conflits, le développement humain, la sécurité humaine, l'élimination de la pauvreté et la consolidation de la paix. Toutes choses qui font de la réconciliation un passage obligé » a confié l'ancien ministre de feu Lansana Conté. Et parlant de la transition en cours, le natif de Kouroussa dira ceci :

« L'absence totale de la classe politique dans la suite des consultations est un manque de considération qui pourrait être préjudiciable au climat de confiance qui doit présider au déroulement d'une transition politique.

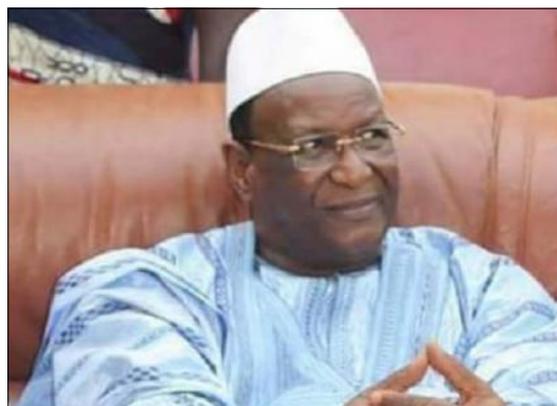
Il faut que ceux qui gouvernent le pays pendant la transition et ceux qui sont supposés diriger le pays après la transition se comprennent et se complètent harmonieusement...»

Kéfina Diakité

Le CNRD au pouvoir

Ce qu'en pense Lansana Kouyaté du PEDN

Dans l'émission "Mirador" de FIM FM du mardi 14 décembre, Lansana Kouyaté, président du PEDN, a soutenu que l'intervention du CNRD doit être comprise comme un renouveau pour la Guinée et les Guinéens.



« C'est une marque particulière de cette prise de pouvoir. Apparemment, il n'y a pas eu trop de violence, d'humiliation. Parfois, certains disent qu'il y a un peu de laxisme vis-à-vis de l'ancien parti au pouvoir mais je crois, honnêtement, que cela manquait aussi à la Guinée, que l'on traite les gens dignement. Que la justice fasse son travail. Je l'ai dit depuis les premiers jours, cette

intervention du CNRD doit être comprise comme un renouveau dans le renversement des situations en Guinée », a laissé entendre l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté. Avant de se prononcer sur la durée de la transition, la mise à la retraite des milliers de fonctionnaires et l'assainissement du fichier de la Fonction publique.

« Quand j'étais Premier

ministre, j'avais commencé déjà avec l'Education. Je parlais étape par étape. Le contenu était bon, ils ont un pouvoir martial que nous n'avions pas. Ça c'est deux. Troisièmement, la durée de la formation du CNT. Honnêtement, en âme et conscience une charte ne remplace pas une constitution. C'est deux choses totalement différentes. La charte est la charte, parce que c'est une période exceptionnelle, qu'on a appelée charte. Mais quand c'est une période exceptionnelle, est-ce qu'on avait vraiment besoin de CNT ? Il ne faut pas comparer ça au CNT qui a été mis en place en 2009. C'est les partis politiques qui ont exigé qu'il y ait un CNT parce que l'armée avait suspendu la constitution et toutes les institutions du pays. On s'est dit on va à des élections mais le président qui va être élu prêterait serment sur quoi? »

Kéfina Diakité

Attaque contre le colonel Mamadi Doumbouya

Lansana Diawara de MAOG répond à Tierno Monénembo

L'écrivain Tierno Monénembo a récemment fait une sortie pour s'en prendre au colonel Mamadi Doumbouya dont le crime à ses yeux est le fait de rebaptiser l'aéroport international de Conakry au nom d'Ahmed Sékou Touré. Lansana Diawara, coordinateur national de la Maison des Associations et Ong de Guinée (MAOG) a tenu à lui répondre.



« Je respecte intellectuellement monsieur Tierno Monénembo mais moralement, honnêtement je pense qu'il a un sérieux problème. Il a un sérieux problème non seulement vis-à-vis de lui-même, mais il a un problème vis-à-vis de la République. Une nation, c'est

aussi des histoires douloureuses et des histoires agréables. Quand il affirme que l'acte de rebaptisation est plus illégal que le troisième mandat de Monsieur Alpha Condé, à mon avis c'est au-delà de l'immoralité, c'est de l'ingratitude. L'ingratitude face à une situation qui avait à

l'époque étouffé non seulement les acteurs sociopolitiques du pays mais qui aussi avait ébranlé les valeurs de la République. Pour nous de la société civile, cela ne peut pas passer. C'est inadmissible et c'est inacceptable. Nous ne sommes pas des défenseurs

ni du gouvernement, parce qu'il y a un Premier ministre et il y a un porte-parole, encore moins du CNRD, mais nous pensons que nous avons la légitimité en tant que société civile, forte de 20 ans d'expérience, d'activisme. Les propos de monsieur Tierno Monénembo démontrent parfaitement que si intellectuellement il est respecté ici et ailleurs, moralement personne ne le respectera désormais, puisqu'après tout il est interdit de mentir. Quand il affirme que ce dernier [colonel Mamadi Doumbouya] n'a pas le droit, n'a pas le pouvoir de prendre un décret, et ce n'est pas le premier décret que monsieur Doumbouya a pris depuis qu'il est au pouvoir... À un moment donné, il faut arrêter. L'honneur est la chose la plus sacrée. Il faudrait qu'en tant qu'intellectuel, qu'il fasse en sorte que son honneur ne soit pas souillé. Nous sommes tout à fait d'accord que les régimes

des présidents Ahmed Sékou Touré, général Lansana Conté, Dadis Camara ou général Sékouba Konaté ne sont pas restés sans victimes. Tous les régimes à travers le monde entier ont fait des victimes, même dans les pays les plus démocratiques comme la France ou les États-Unis. L'histoire de la France, des États-Unis, de la Chine, de la Russie, de la Côte d'Ivoire, du Congo, du Burkina Faso, etc. et partout dans le monde entier doit nous enseigner. Maintenant, c'est cette capacité de faire face à notre histoire, de rendre justice aux victimes qui n'a rien à voir avec le symbole et les valeurs de la République, qui consiste à célébrer une grande personne pour son rang moral, rang intellectuel et rang historique comme c'est le cas du père fondateur de la Guinée Ahmed Sékou Touré », a confié Lansana Diawara à Mediaguinée.

Kéfina Diakité

Répression au siège du RPG Arc-en-ciel

Le FONAL-PRAC interpelle les organisations sous-régionales, africaines et internationales

Dans un communiqué rendu public le Mardi 14 décembre, le Forum National pour la Libération du Pr Alpha Condé (FONAL-PRAC) a interpellé la CEDEAO, l'UA, l'UE, les Nations Unies et toutes les institutions démocratiques, sur l'agression dont ses membres ont fait l'objet, le samedi 11 décembre, alors qu'ils manifestaient pour demander la libération de l'ex-président Alpha Condé.

« Ce samedi 11 Décembre 2021, les activistes de la société civile, des associations, des groupements féminins, des ONG, des Sères, des militants, sympathisants du RPG Arc-en-ciel et alliés, tous réunis au sein du Forum National pour la Libération du Président Alpha Condé «FONAL-PRAC», ont tenu une «journée de soutien» pour demander la Libération Totale du Président Professeur Alpha Condé, séquestré et qui n'a fait aucun signe de vie après le Coup d'Etat du 05 Septembre 2021 par le Comité National du Développement pour le Développement (CNRD).

Le matin du 11 Décembre 2021, nous avons été surpris de la présence des Gendarmes bloquant toutes

les issues du siège, nous empêchant la tenue de ladite journée. Soucieux de respecter le contenu de tous les communiqués du CNRD interdisant les manifestations de rue, les jeunes, tous mobilisés ont tenu à accéder à l'intérieur du siège pour être à l'abri de toute autre provocation venant de l'extérieur et évitant ainsi les troubles dans les rues.

Regroupés devant le siège, les militants ont été violentés et dispersés par les tirs de gaz lacrymogènes faisant

plusieurs blessés, huit (8) interpellations, des meneurs recherchés à l'intérieur du pays et Conakry. Nous demandons d'arrêter ces genres d'exaction et de respecter le contenu de la charte de la transition.

A cet effet, nous attirons l'attention de la CEDEAO, de l'UA, de l'UE, des Nations Unies et de toutes les institutions démocratiques que nous n'avons pas répondu à l'agression des Gendarmes sur nous, nous n'avons que demander le plus simplement que possible la libération immédiate sans condition du Président Alpha Condé. Nous condamnons cet acte antidémocratique et demandons la libération immédiate et sans condition des personnes arrêtées.

Par la même occasion, nous prenons acte et saluons les communiqués du FNDC, la jeunesse de la CEDEAO et toute autre organisation de la société civile pour leur solidarité.

Enfin, nous lançons un appel



aux membres du FONAL-PRAC de rester sereins, mobilisés et de continuer la lutte jusqu'à la libération de

notre Président.», a déclaré le FONAL-PRAC dans son communiqué.

Tidiane Diallo

Direction générale de l'OGP Mandian Sidibé remplace Capi Camara

Le jeudi 16 décembre 2021, dans l'émission «Les Grandes Gueules» d'Espace FM, le journaliste Mandian Sidibé, nommé la veille au poste de Directeur général de l'Office guinéen de publicité (OGP), en remplacement de Capi Camara, est revenu sur cette promotion dont il vient de bénéficier de la part du président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya.



« Je suis très ému et je ne pourrais que remercier monsieur le président de la République, le Colonel Mamadi Doumbouya qui a bien voulu m'honorer de sa confiance et je ferai en sorte que cette confiance soit méritée et je saurais compter aussi sur l'appui, le soutien de mes confrères que vous êtes. Vous avez toujours été là pour moi. Et je voulais profiter pour saluer toute la presse », a-t-il déclaré.

A propos de son exil forcé sous Alpha Condé, le journaliste a dit ceci : « Je mets ça au compte du destin. On ne peut rien, les voies de Dieu sont insondables. Aujourd'hui, je reviens au pays par la grande porte. Parfois la lutte ça paye. Il faut lutter, il faut être constant dans la lutte. Et c'est ce qui a payé aujourd'hui puisque je suis resté constant, je suis resté moi-même par rapport au régime dictatorial de monsieur Alpha Condé, mais on passe l'éponge là-dessus. Ça c'est derrière nous. Je suis sans haine, sans rancune et donc je passe l'éponge sur le passé. Je présente mes sincères excuses à tous ceux que j'ai dû offenser volontairement et moi aussi j'accepte le pardon de tous. Et je présente mes sincères excuses à tout le monde et même aux responsables du RPG, aux militants du RPG et que nous passions l'éponge sur

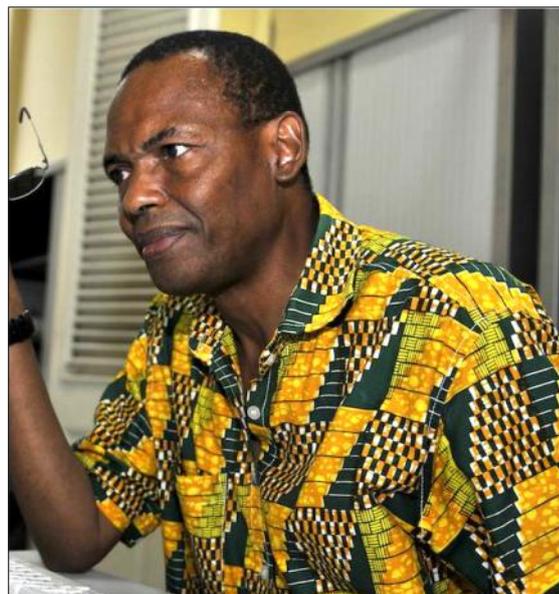
le passé pour que nous regardions en face maintenant l'idée de la Charte de la transition en ce qui concerne le rassemblement que le président de la République, le colonel Mamadi Doumbouya, prône. Le rassemblement, nous devons tous nous inscrire dans cette dynamique ».

Tidiane Diallo

Aéroport Ahmed Sékou Touré Tierno Monémbo juge illégal l'acte posé par le colonel Mamadi Doumbouya

La semaine dernière, l'écrivain guinéen Tierno Monémbo a mis à profit la conférence de presse qu'il a co-animée avec l'Association des victimes du camp Boiro (AVCB), pour dire tout le mal qu'il pense de l'acte posé par le colonel Mamadi Doumbouya en rebaptisant l'aéroport international de Conakry au nom d'Ahmed Sékou Touré.

« Cet acte est complètement illégal. Le colonel Doumbouya n'a aucun pouvoir, aucune légalité, aucune légitimité de baptiser ou débaptiser des lieux publics de la Guinée. Colonel Doumbouya n'est pas un président de la république, c'est un putschiste. Il est là de fait qu'il nous a débarrassés du régime néfaste d'Alpha Condé. On l'a applaudi pour cela. Il n'a aucune légitimité, il n'est pas président de la république de Guinée. Il n'a rien à décréter. Le colonel Doumbouya est dans l'illégalité la plus totale. Son acte est plus illégal que le 3^e mandat d'Alpha Condé. Dans un pays normal, il serait immédiatement destitué et foutu en prison...La Guinée n'est pas normale. Il faut la rendre normale par le combat. Il faut se battre pour ne plus subir. Il faut que les démocrates de ce pays se lèvent et se battent contre tous ces gens qui considèrent la Guinée comme leur propriété privée. Ce combat doit être mené quel que soit le prix. La liberté a un coût et il faut le payer pour que les Guinéens sortent de la léthargie, de la



résignation. Ayons du courage. Affrontons les barbares. On ne discute pas avec les barbares, on les combat. Et ce combat doit commencer dès maintenant. Vous avez parlé de procédure judiciaire. Cette procédure judiciaire doit commencer maintenant, à cette minute là, à cette heure

là. Il faut que dans la semaine, il y ait quelque chose de concret dans les tribunaux de la Guinée, de la CEDEAO ou ailleurs », a martelé le célèbre écrivain guinéen. Une sortie qui a été diversement appréciée dans le pays et au-delà.

Tidiane Diallo

Sortie de l'Agent judiciaire de l'Etat Les observations de Me Abass Bangoura

En début de la semaine dernière, l'Agent judiciaire de l'Etat, Me Mohamed Sampil, a cité les noms de certains hauts cadres soupçonnés de détournement de deniers publics et menacés de poursuites judiciaires. Une sortie qui a fait régair certains hommes de droit.

Joint par nos confrères de Mediaguinee, Me Fodé Abass Bangoura, avocat et ancien commissaire de la Commission nationale électorale indépendante (CENI), a tenu à rappeler que cette annonce faite par l'Agent judiciaire de l'Etat ne relève pas de sa compétence mais plutôt de celle d'un procureur général ou des procureurs de

la République.

« Un agent judiciaire de l'Etat n'est pas un organe de poursuite mais de recouvrement et de représentation devant les juridictions par le biais des avocats de l'Etat guinéen. C'est le procureur général ou les procureurs de la République qui peuvent mettre l'action publique en

mouvement contre les agents de l'Etat selon le montant », a déclaré l'avocat à Mediaguinee. « Si les montants détournés sont inférieurs à un milliard, cela relève de la compétence des procureurs généraux et ses substituts. Si les montants détournés sont supérieurs à un milliard, cela relève de la compétence du procureur

spécial près la CRIEF », a-t-il ajouté, tout en faisant remarquer que les hauts cadres cités seront couverts de la présomption d'innocence jusqu'à ce qu'un juge se prononce ou une Cour sur leurs dossiers. Affaire à suivre...

Kèfina Diakité

Médias

Des femmes journalistes récompensées à travers le Prix Hadiatou Sow

Le vendredi 17 décembre, dans un hôtel de la place, l'Alliance Femme et Média (AFEM) a organisé la sixième édition de la cérémonie de remise du Prix Hadiatou Sow du journalisme.



Dans son intervention de circonstance, la Directrice Générale de l'Alliance Femme et Média (AFEM), Monique Curtis, a rappelé ce que représente le Prix Hadiatou Sow du journalisme. « Le prix Hadiatou Sow du journalisme vient d'un constat amer. Des femmes journalistes sont trop rarement mises en avant. Les femmes de médias sont peu présentes dans les instances dirigeantes des médias, des étoiles très souvent ignorées... C'est le point de départ du Prix Hadiatou Sow du journalisme porté par l'Alliance. Qui est Hadiatou Sow ? Elle est une référence, un modèle, une journaliste compétente jouissant d'une forte notoriété dans son métier et dans un milieu peu reconnaissant de la qualité professionnelle des femmes. C'est une icône qui incarne les valeurs et le combat que nous portons. », a-t-elle déclaré. Et d'ajouter : « En 2015 déjà, l'étude du paysage médiatique guinéen commandité par FEI révélait que la direction d'un média revient à un homme dans 95 % des cas dans le privé et dans 73 % des cas dans le public. Et pourtant, près d'un quart des techniciens sont des femmes, sans différence entre secteur public et privé. Dans le journalisme, la part des femmes est globalement de 29 % mais ce chiffre augmente de 8 points dans le cas des journalistes non-rémunérés. Les médias guinéens se

féminisent. La disparité homme et femme reste encore plus visible au poste de responsabilité. »

Présente à la cérémonie, la ministre de l'Information et de la Communication, Rose Pola Pricemou, s'est dite heureuse de l'existence de ce prix. « Je voudrais féliciter l'ensemble des participantes, particulièrement les lauréates mais surtout rappeler à chacune des participantes, l'immensité de notre réussite, que l'immensité de notre réussite dépasse celle du monde. Il suffit de croire, de s'y engager, de travailler avec abnégation et sans relâche. Revenez donc la prochaine année avec plus d'enthousiasme et d'envie de décrocher ce prix. Aux membres du jury, soyez remerciés de la patience du temps et du travail de fond effectué dans cette aventure, séparer des candidates avec autant de qualité n'est pas chose aisée. Mais vous avez su, avec professionnalisme, remplir cette confiance. Je voudrais pouvoir terminer mon propos, vous rassurer de la volonté ferme du gouvernement guinéen, à travers mon département, à accompagner toutes les initiatives visant à promouvoir l'excellence dans le domaine de l'information et de la communication. Bravo au groupe Alliance Femme et Média pour ce type d'initiative,

merci à tous. »

Hadiatou Barry, journaliste à la RTG, est l'une des lauréates à cette sixième édition. Elle s'est confiée en ces termes : « En 2016, j'ai obtenu aussi le prix de la télévision et cette année aussi j'obtiens ce prix dans la catégorie santé, j'ai produit un reportage sur l'automédication en temps de covid-19. Donc ça fait vraiment plaisir et ça fait chaud au cœur. Je dédie ce prix à toutes les femmes journalistes dans ce pays et qui se battent du jour au lendemain, qui traitent surtout les sujets de santé, parce que ce n'est pas facile...Je dis merci à tous les organisateurs. Je dédie aussi ce prix à toute ma rédaction, à la rédaction politique du journal Télévisé, parce que grâce à cette rédaction j'ai pu m'affirmer encore une fois...Je recommande à toutes les femmes journalistes de postuler à des concours parce que ça nous permet d'être vu et de valoriser le travail qu'on est en train de faire »

Au total, il y a eu 11 candidatures. Sept d'entre elles ont été primées dans les catégories suivantes : Prix TV, Presse écrite, Photographe de presse, Camérawomen, Technicienne TV, Prix spécial archive et documentation et Prix spécial des pionnières. Vivement la 7^{ème} édition.

Tidiane Diallo

La ministre de la Communication à la HAC

Les raisons d'une visite

La ministre de l'Information et de la Communication, Rose Pola Pricemou, était le 13 décembre dernier, dans les locaux de la Haute Autorité de la Communication (HAC) pour une prise de contact avec cet organe de régulation des médias en Guinée.



Au cours des échanges, le président de la HAC, Boubacar Yacine Diallo, a exposé à son hôte de marque les difficultés auxquelles son institution est confrontée dans sa mission. « C'est la collaboration dans le travail de refondation que nous avons entamé, celui de rendre meilleur le milieu de la communication. Nous ne pouvons pas mener des réformes, améliorer les conditions de vie des travailleurs des médias, sans nous référer au travail formidable fait par la HAC. C'est une autorité qui régule, mais aussi qui oriente. Donc, c'était important pour nous de venir voir les conditions dans lesquelles ils travaillent, visiter ce lieu emblématique rempli d'histoire que nous avons découvert. Le Président de la HAC a bien voulu nous relater une partie de l'histoire qui est très fondamentale pour notre nation. C'est l'endroit où les échanges ont eu lieu pour l'indépendance de ce pays. En échangeant sur les éléments de difficulté de l'institution, nous pouvons de notre côté orienter les réformes que nous pouvons mener à l'avenir pour

une meilleure synergie dans le travail que nous faisons », a confié à la presse la ministre de l'Information et de la Communication, Rose Pola Pricemou.

Boubacar Yacine Diallo, le président de la HAC, pour sa part, s'est exprimé en ces termes : « Mes collègues et moi, nous avons été très honorés de cette visite remplie d'enseignements. Nous avons échangé sur le devenir de la presse qui est une cause commune pour le ministère et la Haute Autorité de la Communication. Nous avons fait état du rôle des activités de régulation que nous menons. Et madame la ministre nous a fait part des actions qu'elle voudrait mener très rapidement. Nous lui avons donné l'assurance que la HAC l'accompagnera pour que la transition en cours soit apaisée et que les citoyens ne se plaignent pas de la presse, mais que les citoyens applaudissent plutôt la presse. Nous avons décidé de travailler en synergie pour cette cause noble »

Kéfina Diakité

Promotion

Le journaliste Moussa Moïse Sylla nommé Directeur de la Communication et de l'Information de la Présidence

Le 14 décembre dernier, dans un décret lu à la télévision nationale, le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a nommé le journaliste Moussa Moïse Sylla d'Espace TV au poste stratégique de Directeur de la Communication et de l'Information de la Présidence de la République.



des Grands Projets (ACGP).
Ibrahima Abé Diallo, précédemment Directeur général Bourse de Sous-traitance, est nommé Administrateur général adjoint de l'Administration et Contrôle des Grands Projets (ACGP).
Mamadou Biro Diallo, précédemment Directeur Pays Rio Tinto, est nommé Directeur général du Port Autonome de Conakry.

Le même jour, la CNSS, les Impôts, le Port Autonome, le Trésor, l'Administration de l'ACGP ont changé de directeurs à travers des décrets du président de la Transition.

Mory Camara, précédemment directeur du service des Moyennes Entreprises, devient Directeur général des Impôts.

Mourana Soumah, précédemment administrateur de l'Agence du dépôt de Trésor, est nommé Directeur général de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Lancinet Kakoro, précédemment Directeur général adjoint des Impôts, est bombardé Directeur général adjoint de la direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Famoudou Kourouma, précédemment Administrateur général adjoint de l'Administration et Contrôle des Grands Projets, est nommé Administrateur général de l'Administration et Contrôle

précédemment Conseiller spécial à la Primature, est nommé Directeur général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

Mamadou Bimbininko Barry, précédemment Directeur général adjoint au service national de coordination des Projets Miniers, est nommé Directeur général du Bureau de Stratégie et de Développement du Ministère des Mines et de la Géologie.

Koulako Camara, précédemment Directeur par intérim de la l'Administration de Base Vie à la société Rio Tinto, est nommé Directeur général du Fonds d'Investissement Minier au Ministère des Mines et de la Géologie.

Moussa Bérébé, précédemment Directeur national adjoint de la Géologie du Ministère des Mines et de la Géologie, est nommé Directeur général du Centre de Promotion et de Développement Minier au Ministère des Mines et de la Géologie.

Kéfina Diakité

Visite

Sékouba Konaté sur les terres de ses ancêtres à Saana (Kankan)

Le dimanche 19 décembre 2021, les populations de Saana, un village relevant de la préfecture de Kankan (Haute Guinée), se sont massivement mobilisées pour accueillir leur fils, le général à la retraite Sékouba Konaté, l'homme qui a conduit la deuxième partie de la transition CNDD.



En décembre 2008, l'on s'en souvient, au lendemain de la disparition du général-président Lansana Conté, le bouillant capitaine Moussa Dadis Camara et ses compagnons du CNDD, dont le général Sékouba Konaté, se sont emparés du pouvoir, sans effusion de sang, pour ouvrir la page d'une transition qui, par la suite, aura été très mouvementée. Le 28 septembre 2009, dans le plus grand stade de Conakry, une manifestation pacifique des Forces vives de la nation a été réprimée dans le sang. Selon un bilan dressé par les Nations unies et les organisations de défense des droits de l'homme, il y aurait eu plus de 150 morts et des dizaines de femmes violées. Un massacre qui a révolté toutes les âmes sensibles à travers le monde.

Le 3 décembre de la même année, le chef de la junte, le capitaine Moussa Dadis

Camara, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat de la part de son aide de camp, Tomba Diakité. Grièvement blessé à la tête, l'enfant de Koulé a été évacué d'urgence à Rabat, au Maroc, pour y recevoir des soins appropriés. Il reviendra alors au général Sékouba Konaté (2ème vice-président du CNDD) de conduire la deuxième partie de la transition. La suite, on la connaît. La présidentielle organisée au terme de ladite transition a été remportée par le professeur Alpha Condé du RPG, au détriment de Cellou Dalein Diallo de l'UFGD. Après l'investiture du nouveau président, le général Sékouba Konaté quittera la Guinée pour prendre la tête de la Force en attente de l'Union africaine. Et pendant les 11 ans de présidence du professeur Alpha Condé, celui qu'on appelle affectueusement «El Tigre» aurait été empêché de fouler le sol de sa Guinée

natale, qu'il a pourtant servie avec amour et loyauté, en tant que soldat.

Il y a quelques jours, le colonel Mamadi Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé et nouvel homme fort du pays, à travers un communiqué lu à la télévision nationale, s'est dit favorable au retour des deux anciens chefs d'Etat, à savoir le capitaine Moussa Dadis Camara et le général Sékouba Konaté. Le premier est annoncé pour ce mercredi 22 décembre à Conakry, en provenance du Burkina Faso. Quant au second, il est déjà rentré en Guinée via Bamako. De la frontière malienne (Kourémalé) à Saana (le village natal de son défunt père Doubany Konaté) en passant par Siguiri et Kankan, l'ancien président de la transition a été chaleureusement accueilli par les populations et les autorités des différentes localités traversées.

Kéfina Diakité

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Mise en place du CNT

Le président de la Transition fait le point avec les ambassadeurs de la CEDEAO

Le vendredi 17 décembre, le Palais Mohamed 5 a servi de cadre à une rencontre entre le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouyan, et les diplomates de la CEDEAO accrédités en Guinée, autour d'un banquet.



Le tombeur d'Alpha Condé a mis l'occasion à profit pour expliquer à ses hôtes de marque, qui sont les yeux et les oreilles de leurs pays respectifs, les difficultés justifiant à ce jour le retard accusé dans la mise en place de l'organe législatif de la transition qu'est le CNT. « Le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation a reçu pour 81 places 706 candidatures. Certaines entités, en plus des candidatures en groupes, ont encore déposé des candidatures individuelles. Nous avons aussi enregistré

les candidatures des mêmes structures avec des signatures différentes pour nous faire croire que Tel n'est pas plus légitime que Tel pour désigner leurs propres représentants. Vous comprendrez alors toutes les difficultés à démêler tout cela au pas de course. Nous voulons éviter les erreurs du passé et bien faire les choses. Vous conviendrez avec moi que le processus de mise en place d'un Conseil de transition bâclé peut avoir des conséquences graves sur tout le processus de refondation. Ce qui est aussi important de comprendre, c'est que ce

processus se fera correctement. On appelle à la compréhension de chacun et de tous... Nous tenons beaucoup à la CEDEAO. Je veux tout simplement que les Guinéens cette fois-ci se comprennent, qu'on s'écoute et qu'on arrive tous ensemble à trouver une solution pérenne pour nos enfants et nos petits-enfants », a expliqué le président de la Transition guinéenne, le colonel Mamadi Doumbouya.

L'honneur est ensuite revenu à Son Excellence Monsieur l'ambassadeur de Côte d'Ivoire de parler au nom de ses pairs. M. Youssouf Diarassouba a dit souhaiter voir la transition guinéenne réussir pour un retour apaisé à l'ordre constitutionnel, comme prévu dans la Charte de la Transition, dont 3 des quatre organes ont déjà été mis en place : le CNRD (Comité national du rassemblement pour le développement), le Président de la Transition et le Gouvernement de Transition. Il ne reste plus que le Conseil national de Transition (CNT).

Tidiane Diallo

Sahel

Le Tchad envoie 1000 soldats pour renforcer la Mission de l'ONU au Mali



Les autorités de Bamako ont donné leur accord au Conseil de sécurité et aux autorités tchadiennes. Cette annonce intervient alors que la réorganisation de la présence militaire française au Mali est en cours.

Le contingent tchadien devrait quasiment doubler sous le mandat des Nations unies. L'ambassadeur malien à l'ONU a donné son feu vert au

Conseil de sécurité. Mais le gouvernement militaire au pouvoir à Bamako tient à préciser que ce renfort intervient « dans un cadre bilatéral et à la requête du gouvernement de la République du Tchad », « pour faire face aux menaces et protéger ses troupes [...] au nord du Mali, suite à la reconfiguration de la force Barkhane », la force française au Sahel, qui a retiré 450 soldats du Nord malien.

Côté tchadien, le ministre des Affaires étrangères confirme bien l'envoi prochain de 1000 soldats au Mali. Mais il souligne que ni le calendrier ni la zone de déploiement ne sont précisés et que ces détails seront définis en accord avec les Nations unies.

Lourd tribut

La Minusma avait décidé dès le mois de juin de renforcer de 3 000 hommes ses effectifs militaires, face à la recrudescence des violences dans le centre du Mali.

Elle compte 16 500 membres dont 11 000 soldats dans tout le pays. Le Tchad a payé le plus lourd tribut avec 60 casques bleus tués sur 159 au Mali, principalement dans des attaques jihadistes.

Grand marché de Siguiri

Ce que les femmes commerçantes demandent aux autorités préfectorales

Le mercredi 15 décembre 2021, les femmes commerçantes du grand marché de Siguiri sont allées aller voir le préfet, le colonel N'famara Oularé, pour attirer son attention sur le cas de leur lieu de négoce incendié il y a 2 ans. Siguiri est une zone économique par excellence où est implantée la SAG, une société qui exploite de l'or. Il y a deux ans, un incendie a ravagé le grand marché de la ville, avec toutes les conséquences que cela comporte. Le mercredi 15 décembre 2021, les femmes

commerçantes dudit marché sont allées aller voir le préfet, le colonel N'famara Oularé, pour attirer son attention sur le cas de ce lieu de négoce dont l'importance n'est à plus à démontrer à leurs yeux. Selon des témoignages, depuis que ce marché a été incendié, les femmes commerçantes de Siguiri endurent au quotidien beaucoup de souffrances. C'est un véritable calvaire pour ces femmes qui sont obligées de s'asseoir sur la route, d'envahir les voies, à leurs risques et périls. C'est pour cette raison qu'elles ont effectué le déplacement pour



dire au préfet de leur dire la vérité. La reconstruction de ce marché avait commencé au temps d'Alpha Condé mais depuis que ce dernier a été renversé le 5 septembre, les

travaux ont été arrêtés. Une situation qui devrait interpeller les nouvelles autorités du pays.

Kéfina Diakité

RFI

Jean-Pierre Langellier

« Le destin de Senghor est foisonnant »

L'auteur de la dernière biographie extrêmement fouillée du président-poète sénégalais a essayé de raconter « tous les Senghor ». Il explique.

Passionné d'Afrique, Jean-Pierre Langellier l'est assurément. Journaliste au *Monde* pendant trente-cinq ans, dont une moitié comme correspondant à l'étranger, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment une biographie de Mobutu publiée chez Perrin et saluée par la critique. Cette fois-ci, c'est à un monument de l'Afrique politique, de l'Afrique poétique et de l'Afrique de l'Universel qu'il s'est attaqué : Léopold Sédar Senghor. Chantre avec Aimé Césaire de la négritude, l'homme a eu un parcours remarquable à tous points de vue. L'intellectuel est le premier noir à entrer à l'Académie française quand le politique a volontairement quitté le pouvoir après avoir posé un cadre pour l'épanouissement de la démocratie dans son pays, le Sénégal. Multiple, Senghor a chanté l'Afrique, les Afriques où se rencontrent comme il le disait lui-même « les civilisations arabo-berbères et les civilisations négro-africaines ». Au moment où on célèbre le 20^e anniversaire de sa disparition, c'est donc dans l'univers d'un personnage hors du commun que l'auteur nous entraîne. Dans cette biographie de 448 pages, l'inédit de certains détails du politique se le dispute à la discrétion et à la simplicité du poète. Pour aller plus loin, et mieux nous faire comprendre Léopold Sédar Senghor, Jean-Pierre Langellier s'est confié au *Point Afrique*.

Le Point Afrique : Qu'est-ce qui vous a motivé à écrire cette biographie de Léopold Sédar Senghor ? Et pourquoi maintenant ?

Jean-Pierre Langellier : J'ai fait cette proposition à mon éditeur, car je voulais écrire sur un héros africain « positif ». Dont la vie fut infiniment plus riche et complexe que celle de Mobutu, objet de ma précédente biographie parue en 2017. Raconter la vie et l'œuvre de Senghor était un défi stimulant, car c'est raconter, en même temps que son long destin, la traversée d'un siècle, le XX^e, avec ses événements dramatiques (la guerre, où Senghor faillit mourir), ses formidables mutations politiques (dont la décolonisation), l'essor des grands courants de pensée (dont la négritude), le bouillonnement politique conduisant aux indépendances, et la difficile construction des nouveaux États.

Le destin de Senghor est foisonnant : poète, premier agrégé africain, enseignant,



penseur, essayiste, philosophe, député et ministre français, premier président de son pays. La difficulté était de raconter « tous ces Senghor » sans ennuyer le lecteur. Enfin, je savais que la publication de mon livre allait coïncider avec le 20^e anniversaire de la mort de Senghor.

Qu'est-ce qui vous a le plus frappé dans le parcours du poète-président Léopold Sédar Senghor ?

Plusieurs choses m'ont frappé, mais d'abord ce qui fait le fil d'Ariane du livre, à savoir le constant souci de Senghor de concilier l'héritage de ses racines africaines et les apports successifs qu'il a reçus de l'Europe, sa volonté de faire cohabiter en lui l'Europe et l'Afrique, une coexistence parfois difficile qu'il « sublime » par la poésie écrite en français. L'autre chose, plus prosaïque, c'est sa chance. Tout au long de sa vie, il a fait de bonnes rencontres avec des gens qui ont tenu à l'aider, une chance qu'il avait tout fait pour mériter, depuis l'école des missionnaires, jusqu'aux années 1960, en passant par Louis-Le Grand, Blaise Diagne, le Front populaire à Tours, le peloton d'exécution auquel il échappe de justesse, etc. Il a su prendre aussi des décisions pas évidentes pour lui, comme son entrée en politique en 1945.

Vingt ans après sa disparition, l'Afrique est véritablement à la croisée des chemins. En quoi Senghor a-t-il anticipé un certain destin de l'Afrique ?

Visionnaire, Senghor l'est à plusieurs titres. En comprenant qu'une démocratisation progressive de son régime lui garantit une relative stabilité et

un relatif bien-être à son peuple. En faisant de Dakar un carrefour culturel dès les années 1960, dans un pays assez démuné de ressources économiques. En consacrant un gros budget annuel à l'éducation, clé du développement. En prêchant, dès la fin des années 1940, « l'Eurafrique ».

En lançant le mouvement francophone, aujourd'hui institutionnalisé. En s'accrochant à son rêve d'une fédération régionale africaine qui permettrait à l'Afrique d'être plus forte dans son dialogue avec le Nord... Mais sur ce dernier plan, il a échoué... du moins a-t-il montré une voie que d'autres emprunteront peut-être.

Chantre de la négritude, Senghor est aussi l'un des pères du mouvement francophone. Comment situez-vous son apport à la compréhension de la dimension stratégique de la préservation des cultures africaines dans le grand courant de convergence linguistique autour du français ?

Comme Césaire, et avec lui, Senghor a compris que l'usage et la défense du français étaient une « arme miraculeuse », « un merveilleux outil », dont il serait stupide de se priver. Il a vu que le français pourrait être un ciment pour rapprocher les anciennes colonies françaises et leur permettre de mener des actions communes, mais aussi pour cimenter la solidarité franco-africaine. Mais Senghor a toujours souligné deux choses : la francophonie n'est pas une arme dirigée contre les pays anglophones ; et elle va de pair avec l'encouragement de

l'enseignement des langues locales.

Votre ouvrage fourmille d'informations de premier plan sur la période allant de la loi-cadre aux événements politiques déterminants de 1962 qui ont vu Mamadou Dia et ses amis être accusés de complot et emprisonnés. Que révèle cet épisode du caractère de Léopold Sédar Senghor ?

Cette période, en gros de 1956 à 1962, révèle plusieurs choses. D'abord, les atterrissements de Senghor quant à l'avenir des rapports entre la métropole et ses futures ex-colonies. Il est contre la loi-cadre parce qu'il s'accroche obstinément à cette idée vouée à l'échec d'une fédération. Il a demandé l'indépendance depuis 1946, mais il finit par freiner des quatre fers parce qu'il veut absolument que ce soit une indépendance « aux côtés de la France » et qu'il craint que le Sénégal ne soit pas prêt à l'affronter par manque de cadres, de moyens et à cause du conservatisme des mentalités.

La dureté de Senghor révèle qu'il est un « faux gentil », soucieux avant tout de consolider le jeune État indépendant et en même temps de renforcer l'assise de son propre pouvoir. Quitte à sacrifier un homme, fidèle entre tous, Dia.

Ministre dans des

gouvernements français de la IV^e République puis président du Sénégal et enfin premier Africain à entrer à l'Académie française, quel regard pensez-vous que Senghor aurait posé sur l'évolution actuelle des relations entre l'Afrique et la France ?

Senghor pouvait-il imaginer des voisins du Sénégal, déstabilisés par le djihad, et ne survivant que par l'intervention et le soutien de la France ? En tout cas, il a eu la sagesse, lui, doublement minoritaire comme catholique et sérère, de nouer alliance tout de suite avec les confréries, véritables ossatures de l'univers politique, économique et culturel sénégalais.

Et la sagesse de former un successeur ayant les mêmes idées que lui. Pour le reste, difficile de lui prêter un regard sur l'Afrique, 40 ans après, sauf à tomber dans l'anachronisme.

La mondialisation ainsi que la globalisation font penser à la civilisation de l'universel dont Senghor s'était fait le penseur. Peut-on dire que, à plusieurs égards, le poète-président a été visionnaire ?

Difficile de voir dans les grands affrontements politiques, économiques et culturels liés à la mondialisation, la réalisation de la civilisation de l'universel désirée par Senghor. Les leaders politiques d'aujourd'hui ne sont pas aussi sages que lui. Mais sa promesse reste toujours aussi précieuse.

Que reste-t-il de Senghor, de son œuvre et de sa pensée ?

Il reste un formidable héritage politique au Sénégal : la démocratie, l'État de droit, la liberté de la presse, etc. Il reste un art de gouverner exemplaire (probité, rigueur) et une manière inédite de quitter le pouvoir (sans y être obligé). Il reste un Sénégal vibrant de culture et d'idées, un pays qui bénéficie encore aujourd'hui du prestige de son premier président. Il reste la poésie, peut-être moins connue, moins pratiquée au Sénégal qu'en France, où elle est au programme des lycées. Mais comme chacun sait, nul n'est prophète en son pays...

Propos recueillis par Malick Diawara



Votre site indépendant d'information tous azimuts.